

Politique africaine

Favilla

Les Echos, 20 novembre 1996, page 48

Ce qui se passe à la frontière du Rwanda et du Zaïre témoigne de l'ambiguïté des relations entre l'humanitaire et le politique. Il est assez évident que, lorsque plus d'un million de personnes sont menacées de mourir, il est impossible d'assister passivement à leur agonie. L'urgence est telle qu'il apparaît presque criminel de s'encombrer de considérations politiques qui prennent l'allure de misérables alibis à l'inaction. Mais la focalisation exclusive sur l'impératif humanitaire peut avoir pour effet, en occultant la dimension politique, de laisser en l'état les conditions structurelles qui engendreront demain les mêmes horreurs qu'aujourd'hui. Les téléspectateurs à qui l'on n'a montré que les cohortes de personnes déplacées et d'enfants affamés auront sans doute éprouvé une émotion sincère. Mais auront-ils progressé dans la prise de conscience de la nature du conflit politique africain et de la nécessité d'en relever le défi ? Ils auront au moins l'excuse de constater que les dirigeants des grandes nations occidentales, en refusant de faire plus que de distribuer des vivres et des médicaments, ont fait preuve du même aveuglement volontaire et du même refus d'agir en profondeur.

Les Français devraient pourtant, plus que d'autres, être sensibles à l'impossibilité de dissocier le politique de

l'humanitaire. Il est certes tout à l'honneur de leur gouvernement de s'être porté à l'avant-garde de ceux qui appelaient à une intervention des « grandes puissances », mais force leur est aujourd'hui de constater que la présence des militaires français est, sur place, frappée d'ostracisme et perçue comme un acte partisan. Nous payons ici le prix d'une politique africaine qui donne de la France l'image d'un pays qui a soutenu le gouvernement responsable du génocide tutsi de 1994, continué à défendre ses protégés lors de l'opération Turquoise, armé les miliciens hutus réfugiés au Zaïre et appuyé avec constance son ami Mobutu. Il ne suffit plus aujourd'hui d'affirmer notre pureté d'intention ou de renier notre politique antérieure. Encore faudrait-il annoncer clairement quelle sera notre politique africaine de demain. Il n'est pas davantage possible d'ignorer la présence de préoccupations politiques dans l'attitude des Etats-Unis. On sait bien qu'ils sont favorables au développement des régimes qui, de l'Afrique du Sud à l'Ouganda, leur paraissent pouvoir constituer un pôle anglophone qui sera plus ouvert à leur influence que le bloc des pays francophones de l'Afrique occidentale. Il est dès lors inévitable que les considérations géopolitiques viennent colorer les déclarations et les pratiques humanitaires.

Les arrières-pensées des uns et des autres ne devraient pourtant pas empêcher de prévoir que, si aucune politique d'ensemble n'est mise en place, les conflits actuels dans la région des Grands Lacs ne seront que l'amorce d'une série d'explosions qui risquent de se propager dans toute l'Afrique centrale. Que cette tâche politique présente d'énormes difficultés est évident. Mais ne pas s'y atteler reviendrait à avouer que l'on préfère procéder, dans les années à venir, à des interventions humanitaires à répétition.